



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mars 2002

Volume 1, Numéro 1

LIGNE DE FOND	1
Mandat de Doha : Accord Sur Le Comité Des Négociations Commerciales Et Nomination Des Présidents.	1
Assistance Technique : Discussions Animées Sur Le Plan Du Secrétariat.	3
NOUVELLES DE L'OMC	4
Négociations Sur L'Agriculture : Fin De La Phase II.	4
L'OMC Remet De L'Ordre Dans L'Organisation Des Réunions	6
Les ACP Ouvrent Un Bureau Permanent à Genève	7
SUR LE FIL	7
L'AGOA Deux Ans Apres : Quel Bilan Pour L'Afrique ?	7
NEPAD : Vers Un Nouveau Partenariat Pour L'Accès Des Produits Africains Aux Marchés Des Pays Développés.	8
EVENEMENTS	9
PUBLICATIONS	10

LIGNE DE FOND

Mandat de Doha : Accord Sur Le Comité Des Négociations Commerciales Et Nomination Des Présidents.

Le 1er février dernier, les gouvernements membres de l'OMC sont enfin parvenus à un accord sur les modalités d'organisation des futures négociations commerciales. Après quatre jours de négociations ardues, où le principal point d'achoppement portait sur le choix du président, les membres ont réussi à trouver un arrangement autour du texte proposé par Stuart Harbinson, président du Conseil général. (Voir : http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/tn_c_1_01feb02_f.htm).

Au terme de cet accord, le Comité de négociations commerciales (CNC), qui doit superviser la conduite des négociations et l'élaboration du calendrier, est placé sous l'autorité du Conseil général auquel il adresse des rapports réguliers. Le directeur général actuel, le Néo-zélandais Mike Moore, assurera ex officio la présidence du CNC jusqu'au 1er septembre 2002, date à laquelle il quittera la tête de l'OMC et passera le témoin à son successeur le Thaïlandais Supachai Panitchpakdi. Ce dernier aura en charge la conduite des négociations jusqu'à leur terme le 1er janvier 2005.

Organisation des négociations

Deux nouveaux groupes de négociation sont créés pour prendre en charge l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les règles de l'OMC (subventions, règles anti-dumping et accords régionaux). Les négociations sur l'agriculture et les services continueront d'être menées dans le cadre de sessions spéciales du Comité sur l'agriculture et

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

du Conseil des services. La tenue de sessions spéciales a également été décidée pour les organes suivant :

- Le Comité du commerce et du développement - négociations sur le traitement spécial et différencié
- Le Conseil des ADPIC - négociations sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et spiritueux ;
- Le Comité du commerce et de l'environnement - négociations sur la relation entre l'OMC et les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les biens et services environnementaux ;
- L'Organe de résolution des différends - négociations sur le Mémoire d'accord sur le règlement des différends ;

La présidence de ces organes sera assurée par les représentants de gouvernement basés à Genève. Elle a été séparée en deux, d'une part pour les sessions ordinaires avec une rotation annuelle, en accord avec les pratiques de l'OMC, et d'autre part, pour les sessions spéciales. La présidence de ces dernières s'étendra jusqu'à la 5^{ème} Conférence ministérielle, date à laquelle leur mandat pourra être étendu.

Les pays en développement obtiennent des assurances

Insistant sur la nécessité d'assurer la prédominance du rôle des Etats membres dans la négociation, plusieurs pays en développement, et notamment la Chine ont obtenu que la déclaration de Stuart Harbison précise que " la nomination proposée du Directeur général, agissant ex officio, à la présidence du CNC est un arrangement exceptionnel et que les personnes nommées pour assumer des fonctions dans les organes de l'OMC devraient normalement être choisies parmi les représentants des Membres de l'OMC ". Plusieurs pays en développement dont l'Inde et le Pakistan s'étaient en effet opposés à la nomination du Directeur général à la présidence du CNC. Le soutien ouvert de Mike Moore au lancement de négociations sur les très controversés nouveaux thèmes - notamment l'investissement et la politique de concurrence - a fait douter plusieurs pays de sa

capacité à agir en " médiateur " dans l'intérêt de tous les Membres. Certains pays en développement critiquent également M. Moore pour ce qu'ils perçoivent comme une tendance à outrepasser certains négociateurs récalcitrants basés à Genève en traitant directement avec leur ministre dans la capitale.

Les pays en développement ont néanmoins obtenu certaines assurances. Parmi celles-ci, la suprématie du Conseil général et des limites à la capacité des présidents de sessions spéciales de soumettre en leur propre nom des propositions de compromis. Au lieu de cela, les rapports réguliers à l'organe qui les supervise devront refléter un consensus ou, si cela n'est pas possible, les différentes positions sur la question. Ces précisions reflètent la frustration de certains pays en développement lorsque la version finale de la déclaration préliminaire de Doha avait été transmise aux ministres sans qu'elle ne reflète les opinions divergentes.

Pour lever une des objections formulées par le groupe africain, l'Egypte notamment, il a été convenu que dans la mesure du possible, un seul organe de négociation se réunira à la fois afin de permettre aux pays qui n'ont pas suffisamment de délégués de pouvoir suivre le maximum de réunions (voir article sur le programme de travail). Après chaque séance, un compte rendu sera dressé, sans délai, dans les trois langues officielles de l'OMC et distribué aux différentes délégations de façon à ce que leurs capitales et elles-mêmes soient régulièrement informées de l'évolution des négociations.

Nomination des présidents des sessions spéciales

Dans la foulée de la réunion du premier février, les membres de l'OMC ont posé un nouveau jalon en direction des prochaines négociations en désignant le 15 du même mois, les présidents des comités, conseils et groupes de négociations. Ainsi, pour l'année 2002, les différents organes de négociations seront dirigés par les ambassadeurs suivants :

Conseil du commerce dans les services, session spéciale : Amb. Alejandro Jara (Chili)

Groupe de négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, Amb. Pierre Louis Girard (Suisse)

Groupe de négociations sur les règles, Amb. Timothy John Groser (Nouvelle Zélande)

Comité du commerce et de l'environnement, session spéciale, Amb. Yolande Biké (Gabon)

Conseil des ADPIC, session spéciale, Amb. Eui Yong Chung (Rép. de Corée)

Organe de règlement des différends, session spéciale, Amb. Pèter Bålas (Hongrie)

Comité de l'agriculture, session spéciale, Amb. Stuart Harbinson (Hong Kong)

Comité du commerce et du développement, session spéciale, Amb. Ransford Smith (Jamaïque)

Assistance Technique : Discussions Animées Sur Le Plan Du Secrétariat.

Le 6 mars, les Membres de l'OMC ont pris note du Plan annuel d'assistance technique élaboré par le Secrétariat et amendé à la lumière des commentaires des délégations lors d'une série de réunions formelles et informelles du Comité du commerce et du développement. Le document (WT/COMTD/W/95/Rev.3) n'a pourtant pas été formellement approuvé du fait des réticences de plusieurs pays en développement et, bien que son application ait commencé le premier janvier 2002, le document précise que le plan est en constante évolution et sera réexaminé régulièrement. Cette troisième révision reflète des corrections demandées à plusieurs reprises par les pays en développement. Parmi celles-ci la nécessité d'intégrer l'assistance technique concernant les " thèmes de Singapour " - investissement, politique de concurrence, facilitation des échanges, transparence des marchés publics - dans le cadre général du plan et non dans une annexe séparée. Dans une version antérieure, le Secrétariat avait justifié la présence d'une telle annexe du fait de " l'importance accordée aux thèmes de Singapour dans la Déclaration ministérielle ". Les pays en développement opposés aux négociations sur ces questions ont rejeté cette approche qui pourrait sous-entendre que l'assistance technique doit aller

en priorité sur ces questions au détriment des autres. Pour plusieurs pays en développement, l'assistance technique devrait au contraire se concentrer sur les questions qui font déjà l'objet de négociations (agriculture, services, etc.).

Désaccord sur le mandat de Doha

En ce qui concerne les quatre " thèmes de Singapour ", la Déclaration ministérielle dit invariablement que : "Reconnaissant les arguments en faveur d'un [cadre multilatéral/accord sur l'investissement/politique de concurrence/facilitation des échanges/transparence des marchés publics] et la nécessité d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités accrues dans ce domaine [...], nous convenons que des négociations auront lieu après la cinquième session de la Conférence ministérielle sur la base d'une décision qui sera prise, par consensus explicite, à cette session sur les modalités des négociations. "

En ce qui concerne l'investissement et la politique de concurrence, la Déclaration spécifie que : " Nous reconnaissons les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés en ce qui concerne un soutien accru pour une assistance technique et un renforcement des capacités dans ce domaine, y compris l'analyse et l'élaboration de politiques de façon qu'ils puissent mieux évaluer les implications d'une coopération multilatérale plus étroite pour leurs politiques et objectifs de développement, et le développement humain et institutionnel. "

Selon l'interprétation de plusieurs pays en développement, la formulation de ce paragraphe permettrait de repousser indéfiniment le lancement des négociations si l'assistance technique dans ce domaine s'avérait insuffisante ou si elle mettait en lumière le fait qu'une " coopération multilatérale plus étroite ", dans ce domaine, irait à l'encontre de " leurs politiques et objectifs de développement ". Dans le contexte des discussions sur le plan d'assistance technique, ces pays ont combattu tout langage associant de manière trop évidente le renforcement des capacités au lancement des négociations sur les questions de Singapour. Ainsi,

contrairement à l'ancienne annexe 1, le texte du 6 mars ne spécifie plus que l'assistance technique dans ces domaines est " élaborée pour soutenir les efforts des pays en développement et des Pays les moins avancés visant à construire les capacités professionnelles et institutionnelles nécessaires pour les préparer aux négociations sur l'investissement, la politique de concurrence, la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics ".

Les principaux éléments du plan

Les activités du plan s'inscrivent dans une série d'initiatives de l'OMC comprenant une collaboration plus étroite avec les autres agences ayant des compétences particulières en matière de coopération technique - notamment sur les nouveaux thèmes; les activités du cadre intégré pour les PMA ; la création d'une banque de donnée pour l'assistance technique de l'OMC ; et des partenariats stratégiques avec diverses banques régionales et autres institutions avec qui plusieurs accords sont sur le point d'être signés. Les activités du plan lui-même comprennent un nombre considérable de séminaires nationaux et régionaux - plus d'une centaine uniquement en Afrique - et de cours de politique commerciales en dehors de Genève. Le plan n'aborde pas les activités qui ne se réfèrent pas directement au mandat de Doha. C'est notamment le cas de l'institut de formation de l'OMC et les sessions de la semaine de Genève pour les Etats membres n'ayant pas de représentants permanents à Genève. Un budget de près de 10 millions d'US\$ a été adopté le 19 décembre dernier et une conférence des pays donateurs a été fixée au 11 mars pour tenter de rassembler ces fonds à travers des contributions volontaires des pays Membres. Lors de cette conférence, les Membres se seraient engagés à fournir le double de cette somme puisque les promesses de dons faites par 29 Membres s'élevaient à près de 30 millions de francs suisses (environ 18 millions de dollars). Les deux tiers de ces contributions viennent de l'Union européenne et de ces membres. Les principaux donateurs sont l'Allemagne avec CHF 5.4 millions sur la période 2002-2006 et les Etats-Unis avec CHF 3,23 millions.

Si l'adoption du plan d'assistance technique n'est normalement qu'une simple " formalité " au Comité du commerce et du développement, les nombreuses réunions et les trois révisions successives du plan du Secrétariat témoignent de l'importance que prend l'assistance technique dans le contexte de l'après Doha. Au-delà des préoccupations des pays en développement mentionnées ci-dessus, de plus en plus de critiques se font entendre sur l'assistance technique fournie par le Secrétariat, en dépit des réformes mise en œuvre avant Doha. Dans une lettre adressée à la conférence des donateurs du 11 mars, plusieurs ONG dont l'Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) basé aux Etats-Unis, plaident pour une évaluation indépendante de l'assistance technique. Selon cette lettre, "les séminaires de l'OMC sont reconnus pour être trop généraux et inefficaces ", en outre, " le plan [...] a été largement défini par le Secrétariat de l'OMC plutôt que par les récipiendaires ". Finalement, " les gouvernements devraient avoir la possibilité de choisir les agences et le format de l'assistance qui leur semble le plus approprié ". D'autres critiques dénoncent le côté standardisé de la coopération technique qui ne répond pas aux besoins spécifiques des récipiendaires, le fait que ces activités ne s'adressent qu'aux représentants des gouvernements sans inclure les universitaires, le secteur privé et la société civile, les compétences insuffisantes d'un Secrétariat essentiellement formé à servir les réunions de l'OMC ainsi que l'absence de suivi des séminaires.

NOUVELLES DE L'OMC

Négociations Sur L'Agriculture : Fin De La Phase II.

La deuxième phase des négociations agricoles s'est achevée lors de la session spéciale du comité sur l'agriculture du 4 au 6 février, consacrée aux questions de développement. Les discussions ont porté sur la question de la catégorie de

développement ou " development box ", celle du traitement spécial et différencié (TSD), et des petits Etats insulaires en développement.

La catégorie de développement

Dans la Déclaration de Doha, les ministres ont convenu que le "traitement spécial et différencié pour les pays en développement fera partie intégrante de tous les éléments des négociations et sera incorporé dans les Listes de concessions et d'engagements et selon qu'il sera approprié dans les règles et disciplines à négocier, de manière à être effectif d'un point de vue opérationnel et à permettre aux pays en développement de tenir effectivement compte de leurs besoins de développement, y compris en matière de sécurité alimentaire et de développement rural ". En dépit de cela, peu de Membres ont témoigné d'un véritable enthousiasme pour un régime renforcé en matière de TSD.

Avant la Conférence ministérielle de Seattle, déjà, plusieurs pays en développement avaient proposé l'introduction d'une " catégorie de développement " dans le but de jouir d'une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre de l'Accord sur l'Agriculture (AsA). Si la notion de " catégorie " fait immédiatement penser à des subventions dans le contexte de l'AsA (catégorie verte, catégorie bleue), l'idée d'une catégorie de développement va plus loin et comprend une série de mesures visant à accroître la marge de manœuvre des pays pour mettre en œuvre des politiques de développement. Dans une proposition informelle discutée lors de la réunion de février, un groupe de pays en développement* a proposé la création d'une catégorie de développement se concentrant sur une série de mesures destinées à assurer la sécurité alimentaire et le développement des populations rurales. Cette proposition ne s'applique qu'aux pays en développement. Elle demande, entre autres, que les cultures nécessaires à la sécurité alimentaire, i.e. les cultures que constituent soit des aliments de base, soit une source de revenu essentielle pour les agriculteurs à faible revenus, soient exemptées des engagements de réduction. Selon la proposition, cette approche pourrait être mise en œuvre sur la base d'une liste positive contenant les cultures que

les pays en développement sont prêts à soumettre aux disciplines en matière de réduction des soutiens internes tout en excluant celles qui jouent un rôle essentiel pour leur sécurité alimentaire.

Une autre proposition informelle provenant pratiquement du même groupe de pays** a avancé des propositions similaires sous la " rubrique " du traitement spécial et différencié (TSD). En plus des exemptions pour les cultures d'aliments de base, elle préconise la possibilité pour les pays en développement de réduire leurs tarifs consolidés dans des proportions inférieures à celles des pays développés, voire de les accroître si les niveaux actuels de consolidations ne permettent pas une protection adéquate.

Ces pays proposent également la possibilité de:

- Promouvoir l'intégration des petits producteurs et agriculteurs à bas revenus, à travers des crédits subventionnés et des mesures de renforcement des capacités visant à améliorer leur compétitivité et le marketing ;
- Prendre des mesures pour accroître la production d'aliments de base pour la consommation interne ;
- Prendre toute mesure nécessaire pour le transport de culture d'une région ayant un surplus vers des régions ayant un déficit alimentaire à l'intérieur du pays.

En outre, les mesures prévues dans la catégorie de développement comprennent la mise en place d'un mécanisme de sauvegarde pour répondre au flux d'importation, l'interdiction du "dumping agricole", la fin de la clause de paix pour les pays industrialisés et un accès en franchise au marché des pays développés pour les produits des petits producteurs et des agriculteurs à bas revenu des pays en développement.

Faible soutien des Membres de l'OMC

La plupart des pays développés présents lors de la réunion ont, tout au plus, soutenu partiellement ces propositions lorsqu'ils ne s'y sont pas totalement opposés. Les Etats-Unis, appuyés par le groupe de Cairns des pays exportateurs de produits agricoles, ont déclaré que les propositions en matière de

sécurité alimentaires allaient à l'encontre du mandat de Doha. Ils ont insisté sur le fait que tous les pays en développement devraient participer à la libéralisation et à l'intégration aux marchés mondiaux, même si pour cela des modalités plus souples étaient nécessaires. L'Australie a précisé qu'elle ne pourrait approuver une catégorie de développement dans l'AsA qui exempterait les pays d'une réduction de leurs barrières commerciales. Certains pays ont mis l'accent sur le fait qu'au lieu d'accroître les tarifs, les pays en développement devraient utiliser des mesures compensatoires contre les exportations subventionnées des pays développés. L'Argentine, le Chili et la Thaïlande ont également fait remarquer qu'une plus grande flexibilité en matière de subventions serait inutile dans la mesure où de nombreux pays en développement n'ont pas les moyens de subventionner leur production.

Parmi les autres propositions soumises, on peut mentionner celles présentées par les petits pays en développement insulaires (Barbade, Cuba, Dominique, Jamaïque, Maurice, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago), CARICOM et divers pays à titre individuel, notamment le Swaziland, le Mali, l'Inde, le Maroc, la Turquie, l'Égypte et la Namibie.

La deuxième phase de négociations sur l'agriculture étant maintenant terminée, les délégués se rencontreront le 25 mars pour ouvrir la troisième étape. Celle-ci portera sur les formules de libéralisation, les modalités d'engagements pour les pays et la soumission des listes d'engagements d'ici à la Conférence ministérielle de 2003.

* Cuba, El Salvador, Haïti, Honduras, Kenya, Nigéria, Pakistan, République dominicaine, Sri Lanka, Zimbabwe.

** Groupe africain, Cuba, El Salvador, Honduras, Pakistan, République dominicaine, Sri Lanka, Pour télécharger toutes les communications techniques reçues au cours de la deuxième phase, consulter :

http://www.wto.org/french/tratop_f/agric_f/negoti_f.htm

Pour la liste des Membres ayant présenté des propositions et des notes techniques au cours de la première phase, avec indication des groupes et des sujets, sur la base des documents conjoints reçus, consulter :

http://www.wto.org/french/tratop_f/agric_f/negoti_f.htm

L'OMC Remet De L'Ordre Dans L'Organisation Des Réunions

Dans son rapport au Conseil Général présenté le 13 février 2002, M. Miguel Rodriguez Mendoza, Directeur général adjoint, a indiqué que les organes de l'OMC avaient tenu près de 1 000 réunions formelles ou informelles l'année dernière. Il a proposé de respecter les lignes directrices existantes concernant l'organisation des réunions afin d'assurer la participation effective des petites délégations.

En effet, selon les statistiques, 400 réunions formelles d'organes de l'OMC ont été tenues, 500 réunions informelles et environ 90 autres réunions composées de symposiums, d'ateliers et de séminaires organisés sous les auspices de l'OMC. Il est arrivé que quatre réunions formelles soient convoquées en même temps, et dans de tels cas, les délégués n'avaient d'autres choix que d'en suivre qu'une seule ou de partager leur emploi du temps entre toutes ces réunions.

Pour toutes ces raisons, qui de toute évidence empêchent une participation effective des membres de l'OMC aux négociations et au programme de travail, Le sous-directeur pense qu'il est impératif d'opérer des changements très rapides afin d'infléchir la tendance actuelle.

Concrètement, il propose les lignes directrices suivantes :

- Pas plus de deux réunions formelles à la fois. Mieux, conformément aux principes adoptés par le CNC, dans la mesure du possible, un seul organe de négociation se réunira à la fois.
- Répartition rationnelle des réunions sur l'année et

sur les semaines de façon à ce qu'il y ait un bon équilibre entre tous les mois et éviter ainsi d'avoir des périodes plus chargées que d'autres.

- Respect des dates de réunions pour éviter que leur changement ne perturbe le calendrier.

En outre, il est prévu que toutes les réunions qui portent sur des sujets similaires soient regroupées. Les sessions de négociations doivent coïncider avec les réunions ordinaires afin de faciliter la participation des membres. La tenue de plusieurs réunions en parallèle est un problème récurrent au sein de l'organisation, particulièrement pour les petites délégations qui ne disposent souvent pas de plus de deux ou trois personnes travaillant sur les questions commerciales.

Vous trouverez la déclaration du directeur général adjoint au:

http://www.wto.org/french/news_f/news02_f/gc_d dgstat_13feb_f.htm

Les ACP Ouvrent Un Bureau Permanent à Genève

Les 77 pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ont ouvert le 16 janvier dernier un bureau permanent à Genève. Cette représentation du groupe auprès de l'OMC vise à coordonner les actions des Etats membres lors des négociations sur des questions où ils ont des convergences de vue et d'intérêts. Au regard de l'OMC, le groupe ACP est une entité informelle. Il a cependant, selon un délégué africain, un réel poids politique que les Etats membres utilisent aussi souvent qu'il est nécessaire pour faire valoir leurs positions. Le bureau est installé sur un financement de 1,45 millions d'euros octroyé par l'Union européenne. Selon le commissaire européen au commerce Pascal Lamy lors de l'inauguration du bureau, l'UE a voulu par cet acte aider les pays ACP à mieux harmoniser leurs points de vue afin de renforcer leurs positions lors des négociations commerciales. Une nouvelle phase de négociations UE/ACP va démarrer à partir de cette année 2002. Elle va durer cinq ans. L'un des principaux défis auxquels le

groupe ACP fait face vis-à-vis de l'OMC est la compatibilité entre ses accords signés avec l'UE et les règles de l'OMC. A partir de 2008, les préférences tarifaires accordées par l'UE aux ACP seront remplacées par des accords de partenariat économiques réciproques et compatibles avec les règles de l'organisation commerciale.

Pour des informations sur les ACP, consulter le site :<http://www.acpsec.org/>

SUR LE FIL

L'AGOA Deux Ans Apres : Quel Bilan Pour L'Afrique ?

Le dernier rapport sur le commerce entre les USA et l'Afrique subsaharienne rendu public en janvier 2002 tire un premier bilan de la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA), un an après son entrée en vigueur. Les résultats de cette étude montrent une augmentation du niveau des échanges entre les USA et l'Afrique subsaharienne, même si quelques pays seulement en ont bénéficié. Les exportations africaines durant le 1er semestre 2001 ont atteint les 3 milliards de dollars. Le Nigeria se taille la part du lion avec des recettes s'élevant à 2,3 milliards, suivi du Gabon avec ses 448, 5 millions de dollars, de l'Afrique du sud avec 135 millions, du Ghana, 18,9 millions, du Cameroun 16,2 millions et du Kenya avec 16 millions. Les exportations sont constituées essentiellement de produits énergétiques, loin devant les textiles et les minéraux.

Sur les 35 pays éligibles, moins d'une dizaine joue un rôle commercial significatif dans le cadre des échanges régis par l'AGOA. Cette caractéristique est encore plus visible lorsqu'on analyse la destination des exportations américaines. Ici c'est l'Afrique du sud qui arrive en tête avec 2,3 milliards de dollars d'importations, suivie du Nigeria avec 703 millions et du Kenya de la Namibie et de l'Angola, avec respectivement 519

millions, 230 millions et 209 millions de dollars. La plupart des pays éligibles rencontrent de grandes difficultés à se conformer aux normes de l'AGOA. Si pour certains, les contraintes sont d'ordre politique (absence de démocratie, problèmes de respect des droits de l'Homme etc.) pour d'autres par contre, ce sont les normes de qualité exigées par l'AGOA qui constituent des entraves à l'entrée de leurs produits sur le marché américain.

Rappelons que l'AGOA est entré en vigueur le 18 mai 2000. Elle autorise le président américain à désigner des pays susceptibles de bénéficier des opportunités d'exportation offertes par l'ouverture du marché américain à certains produits africains en franchise de taxes et de quotas. Pour être éligible, un pays doit en principe instaurer une économie de marché, un Etat de droit et une démocratie plurielle, éliminer les entraves à l'investissement américain, protéger la propriété intellectuelle, combattre la corruption, bannir certaines formes de travail des enfants etc. Dans la déclaration prononcée le 2 octobre 2000, Clinton désignait 34 pays d'Afrique subsaharienne éligibles au bénéfice des avantages offerts par l'AGOA. Quatre mois après le Swaziland rejoignait le groupe qui passait ainsi à 35 pays.

Actuellement, un projet est à l'étude au Sénat américain qui devra déboucher sur une nouvelle phase dénommée AGOA II. Il aura pour effet de " doubler le plafond des quantités de vêtements faits de tissus régionaux et de fils africains autorisés à entrer sur la marché américain en franchise de droits et de quotas ".

NEPAD : Vers Un Nouveau Partenariat Pour L'Accès Des Produits Africains Aux Marchés Des Pays Développés.

A l'occasion d'une visite qu'il effectuait au début du mois de février en Afrique, le directeur général de l'OMC, Mike Moore a réaffirmé son intention et celle de son organisation de soutenir les efforts du continent africain dans le cadre du NEPAD. Apparemment séduit par l'initiative africaine,

Moore a assuré au président Sud africain Thabo Mbeki, qu'il s'agissait là de l' " une des plus belles visions élaborées pour l'Afrique par des africains qu'il n'ait jamais vues ".

Le NEPAD, New Partnership for Africa's Development, se situe à l'entrecroisement de deux visions complémentaires du développement africain. Le premier est le Millenium Africa Renaissance programm (MAP), un manifeste élaboré par les présidents Thabo Mbéki d'Afrique du Sud, Bouteflika d'Algérie et Obasanjo du Nigeria qui s'appuie sur l'histoire partagée du continent et sur les convergences culturelles africaines pour susciter une nouvelle dynamique de développement endogène.

Le second est le " Plan Oméga " initié par le président sénégalais Abdoulaye Wade. D'inspiration Keynésienne, la stratégie qu'il met en avant, passe par un investissement massif dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et des infrastructures.

En juin 2001 à Lusaka, une réunion panafricaine a fusionné les deux projets sous l'appellation de " Nouvelle Initiative Africaine " (NIA) qui deviendra, en octobre 2001 au Nigeria, le Nouveau Partenariat pour le Développement africain (NPDA). L'originalité du NEPAD tient au fait qu'il opte pour une perspective continentale aussi bien dans l'évaluation des besoins, la mobilisation des ressources que dans la réalisation des projets. Selon cette démarche, la réalisation d'un projet ne se fait désormais plus dans les limites étroites des Etats, mais sera conçue sur la base d'une connexion entre les niveaux national, régional et continental.

Pour rendre le NEPAD opérationnel, les cinq chefs d'Etat initiateurs (l'Egypte a rejoint les quatre de départ) ont identifié les secteurs prioritaires où les actions doivent être menées. En décembre dernier à Abidjan, le comité directeur du NEPAD a réparti ces secteurs entre les cinq pays, chacun devant être le coordinateur d'un ou de plusieurs projets :

- Algérie: développement humain
- Afrique du Sud : bonne gouvernance
- Egypte : accès aux marchés et diversification des produits

- Nigeria : bonne gouvernance économique et flux de capitaux
- Sénégal: infrastructures, environnement, nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et énergie.

Concernant la question de l'accès aux marchés et la diversification des produits, les actions suivantes ont été identifiées par les chefs d'Etat :

- Assurer une participation active de l'Afrique aux échanges commerciaux mondiaux gérés sous les auspices de l'OMC.
- Identifier conjointement les besoins régionaux et continentaux en matière d'assistance technique et les soumettre aux partenaires développés ou à des organisations telles que l'OMC.
- Agir et dialoguer de façon à obtenir et stabiliser le traitement préférentiel consenti par certains partenaires de l'Afrique (Système Généralisé de Préférence (SGP), l'Accord de Cotonou, l'Initiative Tout sauf les armes et l'AGOA etc.) et faire en sorte que la libéralisation multilatérale future n'affecte pas les marges préférentielles offertes par ces arrangements.

Pour le texte complet de la nouvelle initiative africaine, consulter :

http://www.uneca.org/eca_resources/Major_ECA_Websites/icpd/fourth/french/Initiative_Fr.PDF

Pour la répartition des secteurs voir :

<http://allafrica.com/stories/200112070375.html>

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements à L'OMC

- 13 Mars : CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES, OMC, Genève
Contact : Nuch Nazeer : tél. (004122) 739 53 93
- 14-15 Mars : COMITE DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE, OMC, Genève
Contact : Luis Ople : tél. (004122) 7393 74
- 19-22 Mars : CONSEIL DU COMMERCE SERVICES, OMC, Genève
Contact : Nuch Nazeer : tél. (004122) 739 53 93
- 20-21 Mars : COMITE DES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES, OMC, Genève.
- 21-22 Mars : COMITES DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT, OMC, Genève
Contact : H.P.Werner, tél. (004122) 739 52 86
- 25-28 Mars : COMITE DE L'AGRICULTURE, OMC, Genève.

Evènements d'ailleurs :

- 11-13 Mars : Genève, 28ème session exécutive sur le commerce et le développement, CNUCED.
Informations sur le site : <http://www.unctag.org>
- 17-15 Mars : Rio de Janeiro, Brésil : rencontre internationale organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur le thème, " financement d'un futur durable : stratégies, partenariat et opportunités en direction de Johannesburg 2002 ". Cette table ronde est organisée en prélude au sommet mondial sur le Développement durable qui se tiendra à Johannesburg en septembre 2002. Pour informations : <http://www.unpfi.net>.
- 16-20 Mars : Alexandrie, Egypte : " Biotechnologie et développement durable ". Voix du Nord et du Sud. Conférence conjointement parrainée par le gouvernement de l'Egypte, la FAO, l'OCDE et la Banque Mondiale, entre autres.
Contact. Ismael Serageldin : Tel. (203) 487-6024.
ou <http://www.egyptbiotech.com>
- 18-22 Mars, Monterrey, Mexique, Conférence Internationale sur le Financement du Développement. Cette conférence au sommet va réunir d'importants représentants des organisations

internationales, des organisations financières et des gouvernements autour de la question de la mobilisation des ressources pour le financement du développement. Contact. Harris Gleckman du secrétariat de la conférence : Tel. (1-212) 963 - 4690. site. <http://www.un.org/esa/ffd>.

- 19 Mars, Genève, Suisse, Atelier sur le " renforcement des capacités dans les domaines de l'environnement, du commerce et du développement ". Cet atelier a pour but de servir de forum pour l'identification des actions en matière de renforcement des capacités et d'aider les Etats engagés dans les négociations sur le commerce et l'environnement. Contact. PNUE, division Technologie, Industrie et affaires économiques, Tel. (41 22) 917 82 43. internet. <http://www.unep.ch/etu>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

NEGOCIATIONS COMMERCIALES : L'EXCEPTION AGRICOLE, in Courrier de la Planète, n°65, 2001. Ce numéro est consacré aux questions alimentaires et agricoles qui sont agitées dans les négociations commerciales multilatérales depuis Doha. Il tente de mettre plus en lumière la spécificité de l'agriculture et les nouveaux enjeux qu'elle engendre. Ce numéro est disponible sur internet sur le site de Solagral : www.solagral.org/publications

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET NEGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES : libéralisation et sécurité alimentaire, un bilan négatif. Août 2001. Ce document fait partie de la série " Etudes " de Solagral. Il traite des implications entre la

libéralisation commerciale et la sécurité alimentaire. L'on y trouvera quelques propositions pour défendre les paysans. Disponible sur internet. www.solagral.org/publications/etudes

LA CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET LES ACCORDS DE DROIT DE PROPRIETE

INTELLECTUELLE. Enjeux et perspectives, Solagral , avril 2001. Cette étude est consacrée aux controverses suscitées par les interactions entre l'ADPIC géré par L'OMC et la convention sur la diversité biologique gérée par l'UNEP. Egalement disponible sur : www.solagral.org/publications/etudes

HORMAN, D. MONDIALISATION " EXCLUANTE ", NOUVELLES

SOLIDARITES : soumettre ou démettre l'OMC, Paris, Harmattan, 2001. Ce livre explique que la mondialisation excluante n'est pas une fatalité. Il propose des stratégies de résistance, de lutte et de construction d'alternatives à la " misère du capital ". Bibliothèque de l'IUED, Genève : <http://www.unige.ch/iued/new/information/bibliothèque/>

PLANCHE D., DOSSIER SOMMET OMC DE DOHA, in Marchées Tropicaux et Méditerranéens n° 2919, 2001, p. 2091-2186

SHARMA, R, APRES L'URUGAY ROUND, UN NOUVEL ACCORD OMC2 : bilan et perspectives pour les pays en voie de développement dans le domaine de l'agriculture, in Agriculture et Développement rural n°1, vol.7, 2000, pp. 41-44.

OMC, UN COMMERCE OUVERT SUR L'AVENIR, 2ème édit révisée, OMC 2001.

LOCHHEAD, R, OMC ET PROPRIETE INTELLECTUELLE : in A l'Encontre n°2, novembre 2001, pp. 7-18. Avec l'exemple de l'Inde et de la Thaïlande, cet article tente d'expliquer les enjeux de la question des ADPIC dans les négociations à l'OMC.

QUENAULT, B, LE CLIMAT AU DEFI DE L'OMC, in *Le Courrier de la Planète* n°61, 2001, pp. 17-19

GEORGE S., REMETTRE L'OMC A SA PLACE, Mille et une nuits, Paris, 2001 (ATTAC). Bibliothèque de l'IUED, Genève.
<http://www.unige.ch/iued/new/information/bibliotheque/>

RAINELLI, M. L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, Paris, la Découverte, 2002. L'auteur y fait une étude complète de l'organisation commerciale mondiale en décrivant les processus qui, du GATT à L'OMC, structurent les échanges commerciaux internationaux.
En anglais

DICTIONARY OF TRADE AND POLICY TERMS, publié par le " Centre international for economic studies" et compilé par Walter Goode. Il est disponible sur le site :
<http://www.adelaide.edu.au/cies/orderform.htm>.

THE NEXT WTO ROUND : NORD-SOUTH STAKES IN MARKET ACCES NEGOTIATIONS, par Joe François. Publié par le "Centre international for economic studies". Disponible sur : :
<http://www.adelaide.edu.au/cies/orderform.htm>

SUSTAINABLE ENERGY FOR SUSTAINABLE DEVELOPEMENT, in THE COURIER: magazine de l'Union européenne et des pays ACP. Article produit par Philip Mann et traitant de l'importance de l'énergie dans le développement humain. L'auteur y fait le lien entre l'énergie et d'autres secteurs comme la pauvreté, le genre, la santé, le commerce etc. pour plus d'informations visiter le site :
<http://www.europea.eu.int/comm/development/publicat/courier>

GLOBAL TRADE AND GLOBALISING SOCIETY- CHALLENGES FOR GOVERNANCE AND SUSTAINABILITY: THE ROLE OF EU, édité par Angéla Liberatore

et Nikolaos Chistoforides et publié par la Commission européenne, novembre 2001. Pour plus d'informations, contacter : Mrs Anne De greef : anne.de-greef@cec.eu.int

Nouveaux sites

Un nouveau site web sur le " development box " est maintenant disponible à l'Institute for Agriculture and Trade Policy. Le site contient des informations sur les communiqués de presse, les propositions des PMA etc.
<http://www.tradeobservatory.org> puis aller sur le lien " WTO development box "

Une nouvelle publication a vu le jour pour combler le déficit d'informations sur les enjeux de l'agriculture moderne en Afrique, surtout du côté francophone. Il s'agit d'un bulletin d'une ou deux pages dénommé " semences de la biodiversité ". Il est composé d'articles inédits
<http://216.15.202.3/fr/docs/note-0-fr.PDF>

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)